

Journal du retraité de Haute-Marne



Union des Syndicats CGT de Retraités de Haute-Marne (USR-CGT 52) - Maison des Syndicats - 24 av. du Général Leclerc - 52000 Chaumont • N° 5 • juillet 2018

Hausse de la CSG, baisse du pouvoir d'achat et maintenant la pension de réversion... **Le ras-le-bol des retraités !**

Les retraités ne renonceront pas à leurs droits !

Le droit au respect

Le candidat Macron s'était engagé à ne pas toucher aux petites pensions avec la hausse de la CSG qui était destinée aux retraités « aisés ». Il s'était gardé de préciser que la hausse serait calculée non pas sur les pensions, mais sur le référent fiscal. Les retraités ont le sentiment légitime d'avoir été trompés. Les tentatives de les opposer à leurs enfants salariés ou étudiants les ont blessés.

Le droit à une retraite digne de leur vie de travail

Les retraités ont contribué à faire de la France une des premières puissances mondiales. Comment leur imposer de se sacrifier encore en gelant leurs pensions et en leur infligeant une hausse de la CSG ? Comment envisager de remettre en cause les pensions de réversion ? Alors que leurs dépenses ne cessent d'augmenter, pour se soigner, se déplacer, se nourrir convenablement, se chauffer, se loger !

Le droit de vieillir en sécurité

L'explosion des inégalités provoque des tensions, des haines, des violences dans les villes, les quartiers, les villages même, et crée un climat d'insécurité. Les coupes incessantes dans les budgets de la protection sociale frappent la santé des plus fragiles. Que certains d'entre eux n'aient plus les moyens de se soigner est inadmissible dans un pays comme la France.

Le droit à une juste répartition des richesses

16 millions de retraités ont produit des richesses pendant 40 ans et plus. Or l'essentiel de ces richesses a surtout servi à grossir la fortune des plus riches. Et Macron, en même temps qu'il ponctionne les retraités supprime l'impôt sur la fortune et réduit la taxation des dividendes acquis par le travail des salariés ! Autant de ressources qui échappent à l'impôt et aux investissements au détriment de l'économie et donc de l'emploi.

Nous ne céderons rien !

Nous ne céderons rien de nos droits : revalorisation de nos pensions, annulation de la hausse de la CSG, maintien des pensions de réversion pour les retraités actuels et futurs. vous n'avez pas fini d'entendre parler des retraités. Signez la pétition sur le site internet : www.retraiteencolere.fr

POUR FINANCER LES RETRAITES : PRENDRE L'ARGENT LÀ OÙ IL Y EN A !

Espagne : Le gouvernement va taxer les banques pour financer les retraites...

Voilà qui tombe à pic avant l'ouverture des débats sur la réforme des retraites en France. Le chef du nouveau gouvernement socialiste espagnol Pedro Sanchez a annoncé mardi la création d'un nouvel impôt sur les banques spécifiquement destiné à financer les retraites.

« Nous mettrons en place un impôt sur le secteur financier avec pour objectif de compléter les cotisations à la Sécurité sociale et de contribuer à soutenir le système public de retraites et la dignité des pensions de nos anciens », a-t-il déclaré devant les députés.



LIRE DANS CE NUMÉRO : les conséquences de la réforme SNCF en Haute-Marne - Affaire Benalla les violences policières couvertes par l'État - Pas touche à la pension de réversion - Défendons les services publics, etc.

LE SERVICE PUBLIC, C'EST NOTRE BIEN COMMUN !

Quand nous parlons services publics, nous englobons les missions assurées par les trois fonctions publiques (État, collectivités et hôpitaux), le secteur nationalisé (SNCF, Électricité et Gaz de France) mais aussi des services de proximité déjà privatisés comme La Poste ou France Télécom, ainsi que d'autres secteurs comme l'eau et les déchets, activités qui répondent à des droits fondamentaux.

Depuis des années, notre syndicat a mené campagne contre la disparition des services publics de proximité, essentiels voire vitaux partout, mais encore plus en Haute-Marne en grande difficulté économique et sociale.

Chaque service public que le gouvernement ou les collectivités suppriment, c'est autant de possibilités de développement qui s'en vont. En effet, il est pour le moins problématique de s'implanter dans un département où les hôpitaux sont soumis à la loi du marché ou livrés au privé, où les écoles disparaissent de nos villages pour être regroupées, où les perceptions, les bureaux de poste, les gendarmeries ferment les uns après les autres. Tout cela est plutôt le signe annonciateur d'un désastre...

Et que nous proposent les tenants du libéralisme dont se réclament les élus du département d'Abba à Sido en passant par madame le maire de Chaumont ? Des machins genre MASP (Maisons de services au public) qui, comme le notait Marie-Rose Patelli dans un précédent Journal du Retraité, ressemblent bien à un service public, mais ne sont pas des services publics.

Suivant l'exemple de Chatel, les élus locaux du département, ont mis en œuvre avec une docilité proche de l'asservissement les politiques de casse des services publics voulues par l'Europe et appliquées par Sarkozy ou Hollande.

Cela ne s'est pas arrangé avec Macron, loin de là ! Tout pour le privé est devenu le mot d'ordre actuel. L'intérêt des populations s'efface derrière celui des actionnaires. Le services public

doit devenir source de profit. De la privatisation d'Engie ou de la Française des Jeux à la suppression des emplois aidés, de fusion des services en suppression de postes, ou encore avec la dématérialisation (comme pour la déclaration d'impôts ou les cartes grises), le service public se rétrécit comme une peau de chagrin pour disparaître de nos territoires ruraux avec les conséquences qu'on imagine pour les usagers, notamment les plus fragiles et, parmi eux, combien de retraités ?

Les services publics sont proches, utiles et innovants. Ils sont un élément essentiel de développement économique, social, culturel et environnemental. Ils participent de la solidarité et de la fraternité indispensables au développement de notre Pays.

Notre syndicat va aller, partout dans le département, à la rencontre des Haut-Marnais pour construire avec eux la riposte qui s'impose. Les services publics n'appartiennent pas au gouvernement, **ils sont notre bien commun.**

**GEOFFROY ROUX DE BÉZIERES
NOUVEAU PATRON
DU MEDEF**



Dessin paru dans le Canard Enchaîné



Un effet Mondial pour Macron ? C'est raté, selon un sondage

Une nette majorité de Français se disent « optimistes » concernant leur avenir après la victoire des Bleus en finale de la Coupe du monde de football, dont ils estiment qu'elle aura un « impact positif sur la fierté des Français », selon un sondage* paru ce mardi.

L'optimisme des Français (62 %) est en forte hausse, gagnant 21 points depuis décembre, selon cette étude Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et Franceinfo. Il est majoritaire chez les sympathisants de toutes les formations politiques, à l'exception de ceux du Rassemblement national (ex-Front national), pessimistes à 55 %.

MAIS...

L'épopée victorieuse de l'équipe de France de football n'a en revanche pas produit d'effet sur la popularité d'Emmanuel Macron, jugé « bon président » par seulement 39 % des personnes interrogées, en baisse de deux points depuis fin juin. « La victoire de 2018 n'aura donc pas du tout eu le même effet pour la popularité d'Emmanuel Macron que la victoire de 1998 pour celle de Jacques Chirac (+7 points à BVA et à l'Ifop en un mois) », note l'institut de sondage.

* Enquête réalisée par Internet le 16 juillet 2018, sur un échantillon de 1.005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Réforme de la SNCF : conséquences dramatiques pour la Haute-Marne

La situation de nos dessertes ferroviaires est particulièrement critique, notamment dans le cadre des liaisons Culmont-Chalindrey Nancy, Metz, Culmont-Chalindrey Merrey, Mirecourt, Nancy, Culmont-Chalindrey le Sud de la France.

La direction de la SNCF propose de supprimer les liaisons entre la Lorraine et le Sud de la France, menaçant la position de la gare de Nancy -Ville et conduisant à la fermeture de dessertes TGV dont celles de Culmont-Chalindrey .

Actuellement 2 dessertes TGV circulent à partir de la gare de Culmont-Chalindrey.

* Une le matin venant de Metz-Ville pour se rendre dans le Sud de la France

* Une autre le soir pour revenir du Sud de la France avec terminus à Metz-Ville.

Sous prétexte de travaux en gare de Lyon Part-Dieu dont la capacité de recevoir des trains sera réduite, la SNCF propose, pendant la période des travaux qui devrait débuter en janvier 2019 et se terminer en 2023, de supprimer les TGV aller- retour Lorraine - Sud de la France.

Mais, sans attendre, elle supprime ces dessertes TGV pour le mois d'août 2018, en pleine période estivale, avec toutes les difficultés que cela va poser aux usagers qui partent en vacances ! Rien ne justifie cette décision qui est contraire à un véritable aménagement du territoire, à l'égalité de droits des citoyens.

D'autres solutions sont possibles, les gares de Lyon Saint-Exupéry et de Lyon-Perrache sont en capacité de recevoir ces trains.



Le président Jean Rottner et les élus du Grand-Est refusent la suppression des dessertes TGV. A travers une campagne de presse et une pétition, ils deviennent les ardents défenseurs des dessertes TGV, ce qui n'est pas sans nous interroger car cette

mesure résulte de l'application de la nouvelle loi sur le ferroviaire qu'ils ont votée des deux mains et dont ils ont vanté les bienfaits.

Dans le même temps, la CGT et les cheminots grévistes n'auront cessé d'alerter les élus du Grand Est sur les conséquences de la réforme et son impact sur l'ensemble des dessertes du Grand-Est.

Le seul leitmotiv du gouvernement Macron, de sa majorité et de la direction SNCF est de faire du profit, de déstructurer le service public ferroviaire indispensable à la Nation y compris et surtout en zone rurale. Ne laissons pas faire, exigeons :

- Le maintien des dessertes TGV Grand-Est dont celles de Culmont-Chalindrey

- Les moyens humains et matériels pour assurer un service public de qualité pour tous, aussi bien fret que voyageur.

La CGT-Retraitées 52 appelle ses syndicats, ses sections, ses syndiqués et ses sympathisants à se mobiliser aux côtés des cheminots et à participer à toutes les initiatives qui pourraient être prises.

Le combat continue, ne laissons pas faire !

Jacky Detail

Secrétaire de l'USR CGT 52

Violences...



Sur les réseaux sociaux et dans les médias, circulent des images sur lesquelles on peut voir le responsable de la sécurité du président de la République s'adonner à des violences lors d'une manifestation, le 1er mai. À en croire les services de l'État (dixit le directeur de cabinet du président), il était en « immersion » parmi les forces de l'ordre afin de voir « comment se gérait la sécurité d'une grande manifestation » !

Pourtant, ce que l'on constate sur les images n'a rien à voir avec la gestion de la sécurité mais plus avec un déferlement de violence gratuite envers les manifestants. Violences importantes et répétées ! Nous constatons aussi, sur ces images, que des personnes, hors police, peuvent se munir de casques de policier et intervenir avec violence pour frapper des militants en toute impunité.

Comment les autorités peuvent-elles justifier la présence active d'un individu extérieur aux forces de police ? Était-il habilité, par qui, pour quoi ?

Déjà, lors des mobilisations contre la loi travail, des violences avaient été constatées, la CGT avait exigé une enquête parlementaire. La CGT est favorable à la sécurité des manifestations et de ceux qui y participent. Quels sont les ordres donnés par les autorités publiques aux forces de l'ordre ? Quels moyens leur sont attribués pour assurer une réelle sécurité ? Les autorités doivent tout mettre en œuvre pour y parvenir.

Cette enquête n'a jamais eu lieu. Elle doit maintenant être diligentée dans les plus brefs délais. Il est question de libertés fondamentales comme celle de manifester, revendiquer, se mobiliser pour faire valoir des exigences citoyennes.

**Communiqué de la CGT
Montreuil, le 19 juillet 2018**

PAS TOUCHE À LA PENSION DE RÉVERSION !

Après la suppression en 2014 de la demi-part du quotient familial accordée aux veuves, veufs, divorcées et divorcés, suivie par la fiscalisation des majorations pour enfants, c'est maintenant la pension de réversion qui est visée. Depuis des années les différents gouvernements rêvent de la supprimer.

Chaque jour, nous avons une série d'annonces aussitôt démenties. Qui croire ? Ce qui est sûr, c'est que ce gouvernement a bien la volonté de réformer les pensions de réversion. Christophe Castaner, le patron de La République en Marche a, en effet, déclaré qu'il y aurait des "gagnants" et des « perdants » à la suite de la réforme des pensions de réversion. Ce qui est également sûr, c'est qu'avec la réforme envisagée du régime des retraites et l'introduction du système de retraite à point, la réversion serait considérablement diminuée.

Aujourd'hui, 4,4 millions de Français touchent une pension de réversion, ce qui représente environ un quart du total des retraités. Une très large majorité (89%) sont des femmes. Et pour plus d'un million d'entre elles, c'est leur seul revenu. Un complément de retraite indispensable pour celles qui ont eu de petits salaires, des temps de travail partiels ou ont dû s'arrêter de travailler pour élever les enfants.

Le maximum d'une pension de réversion est de moins de 900 euros. La moyenne s'établit autour de 500 euros.

Emmanuel Macron au Congrès de Versailles, désavouant les propos de certains de ses ministres, a nié vouloir supprimer les pensions de réversion, mais en précisant "pour les retraités actuels". Ce qui signifie que le gouvernement envisage de les réduire voire de les supprimer pour les futurs retraités.

Supprimer ou même réduire la pension de réversion serait catastrophique pour des millions de personnes.

La CGT-Retraitées est opposée à toute remise en cause des pensions de réversion aujourd'hui et demain. Bien au contraire, nous demandons que le taux des pensions de réversion soit porté à hauteur de 75% de la pension du conjoint décédé, sans conditions d'âge ni de ressources. La pension de réversion doit être étendue aux pacsés et aux concubins dans les mêmes conditions.

**Communiqué de la CGT-Retraitées
Montreuil, le 11 juillet 2018**

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom :

Prénom :

Adresse :

Signature

À RETOURNER À: **SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS
DE CHAUMONT ET LANGRES**
MAISON DES SYNDICATS - 24 AVENUE DU GÉNÉRAL
LECLERC - 52000 CHAUMONT



MENSONGES !

C'est avec un sourire narquois, - cette morve qui lui sied à merveille -, que M. Gérard Darmanin, vient d'annoncer, le 9 juillet, la suppression de 20 000 postes dans la partie « finances » de la Fonction publique. La Cour des comptes indiquait, le jour même, le nombre de 50 000. Y aurait-il eu cafouillage dans la « communication » ? Qui, de la vénérable institution ou du ministre, mentirait le moins ? Car, de mensonges, il en tombe tous les jours.

Ainsi, M. Macron, quand il édictait son ordonnance sur les « bienfaits » de la « réforme » de la SNCF - dont on a encore les oreilles rebattues -, 700 emplois disparaissaient alors dans le fret ferroviaire.

Mensonge et pareille insulte étaient, ce matin encore, déversées à l'adresse de notre jeunesse à qui le VRP des super-rupins annonçait un radieux avenir grâce, notamment, à son « parcoursup ». Il vient d'être dit que plus de 100 000 lycéens étaient déjà au tapis. Il ne s'agit pourtant là que d'un nombre « officiel », honteusement minoré puisque les filières, comme les « classes préparatoires » aux « grandes » écoles, jadis chouchoutées, ont, elles-aussi, bien du mal à se remplir désormais.

C'est dire l'immensité du désastre quand, de la France étudiante et celle, travailleuse et courageuse, retraitée comprise, M. Macron ordonne qu'il en soit expurgé toutes les veines populaires, y compris ses conquêtes avancées parce-que les plus sociales et les plus solidaires.

M. Geoffroy Roux de Bézieux, un prolétaire sans doute, nouveau patron du MEDEF, a légué sa charge, tout sourire lui aussi, au banquier-président. C'est une alerte, pour nous retraités, qui sonne comme le tocsin ou le glas.

L'heure n'est donc pas, et surtout pas, à la résignation, pas plus que dans l'attente. Pas même à celle de la « vigilance ». L'heure est à la riposte quand il s'agit de se dresser pour ne prendre aucune baffe. Puisqu'il n'y a aucune autre solution.

Jack Formet